



La désinformation basée sur le genre en contexte de crises

Quels mécanismes de prévention et dispositifs de lutte pour les pays du Sahel ?

par Habmo BIRWE¹

Avec l'avènement d'Internet et de réseaux sociaux, la désinformation à l'égard des femmes et des filles qui constituait déjà, avec les médias classiques, un défi majeur dans la lutte contre les violences basées sur le genre a considérablement augmenté renforçant ainsi la diffusion des préjudiciables stéréotypes sexistes. Si les défis et risques liés à l'utilisation croissante du numérique sont nombreux dans les pays en développement et même dans les pays développés, ils le sont encore davantage dans les pays dits fragiles comme ceux du Sahel, caractérisés par un lourd poids des traditions et marqués par diverses crises, notamment sécuritaire et climatique et, où des informations inexactes sur les rôles et les capacités des femmes et des filles trouvent ainsi un terrain de circulation fertile. Dans ce contexte particulier encore façonné par des prégnantes normes patriarcales et où l'accès, depuis quelques années, à la technologie digitale révèle une importante fracture numérique entre les sexes et contribue à l'exacerbation des dynamiques conflictuelles existantes, comment les différents acteurs (gouvernements, médias, société civile, plateformes numériques, etc.), et surtout les organisations internationales, font face aux campagnes de désinformation à l'égard des femmes et des filles afin d'accélérer leur autonomisation et promouvoir l'égalité des genres?

L'objet de notre article sera d'identifier et d'analyser les initiatives, politiques, projets ou dispositifs, isolés ou non, visant à prévenir ou à lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles, en occurrence la désinformation basée sur le genre. Nous passerons en revue les mécanismes de prévention et les instruments de lutte proposés par divers acteurs dans la zone du Sahel central (Mali, Burkina Faso et Niger), région marquée depuis plusieurs années par une crise sécuritaire et climatique sans précédent et dont les femmes, plus vulnérables et plus exposées, sont malheureusement les plus affectées.

¹ Les propos énoncés dans les publications soutenues par l'Organisation internationale de la Francophonie ne sauraient en rien engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de l'Organisation.

Notre travail mobilisera deux approches méthodologiques : la recherche documentaire et l'analyse comparative. Les mécanismes de prévention et les dispositifs de lutte documentés seront soumis à une méta-analyse comparative visant à mettre en regard leurs principales particularités (contexte, procédés, acteurs, moyens, etc.), d'examiner leurs effets sur les individus, les communautés et les sociétés et de déterminer des recommandations (pratiques et politiques) pouvant découler de ces initiatives, afin de renforcer la prévention et la lutte contre la désinformation liée au sexe dans les régions particulièrement fragiles affectées par l'insécurité et les conflits à l'instar du Sahel, de la Corne de l'Afrique et du Bassin du lac Tchad.

1. Introduction

Crise sécuritaire, sécheresses record et déplacements forcés sont autant des réalités qui ont rendu les conditions de vie des populations dans la région du Sahel extrêmement difficiles. Et incontestablement, les femmes et les filles en sont les premières victimes, au regard de nombreux défis particuliers auxquels elles font face en raison de leur vulnérabilité, mais aussi du rôle clé qu'elles jouent au sein de leurs communautés. Dans cette lutte permanente pour leur survie, elles sont les cibles privilégiées de multiples attaques, parmi lesquelles la désinformation, augmentant ainsi la diffusion des préjudiciables stéréotypes sexistes à travers la région. Avec l'avènement de réseaux sociaux, ajouté aux crises multiformes que les pays du Sahel traversent depuis 2012, les discriminations et les violences basées sur le genre et sexuelles (VBG) qui représentaient déjà, par le passé, des défis majeurs dans la région, se sont multipliées.

L'Objectif de cet article est de présenter, au travers d'une revue de la littérature portant sur les dix dernières années, différents mécanismes de prévention et dispositifs de lutte contre la désinformation basée sur le genre au Sahel central, épice de la crise dans la région. Les mécanismes documentés sont soumis à une analyse comparative. Il s'agit d'identifier les dénominateurs communs et les particularités des différentes expériences afin d'en apprécier la contribution à la lutte contre la désinformation genrée et de formuler des recommandations pratiques et politiques.

2. La désinformation genrée, une réelle menace pour les droits des femmes et des filles au Sahel

Au Sahel, comme dans la plupart des sociétés subsahariennes, c'est la structure patrilinéaire qui organise les relations sociales et permet de comprendre les obstacles qui se dressent contre les femmes et les filles. L'apparition de nouvelles techniques d'échange et de communication dans des sociétés déjà fracturées par les conflits et en proie à de criardes inégalités de genre, créent de nouveaux espaces d'interaction et de dialogue où se manifestent des défis sociaux tels que la désinformation liée au sexe, les confrontations hostiles entre hommes et femmes, voire l'apologie de la misogynie. Une cartographie de la désinformation basée sur le genre au Sahel central

donne à voir de nombreuses stratégies de diffusion et de réception des fausses informations ainsi que des différents facteurs et acteurs qui les favorisent. S'appuyant idéologiquement sur des stéréotypes de genre ou des idées reçues et matériellement sur des techniques de communication moderne, ces mécanismes de diffusion et de réception de la désinformation à l'égard des femmes et des filles peuvent être recensés et cernés à la lumière de plusieurs domaines de leurs droits fondamentaux, la santé sexuelle et reproductive, l'éducation et la participation politique, entre autres.

La désinformation médicale ou l'hésitation vaccinale dans les pays du Sahel central est très ancienne et a jadis utilisé les canaux classiques de communication vulgairement appelés rumeurs, le bouche-à-oreille dans les gares ou en famille, et les causeries informelles communément appelées « fada » ou « grin ». C'est ainsi que les messages trompeurs encourageant par exemple les mutilations génitales féminines dans la région ont été répandus et diffusés des générations en générations à travers les villes et villages. Dans le même sens, les vaccins tout comme les contraceptions font l'objet de controverses chez les femmes dans la région. Barbara M. Cooper rapporte qu'au début des années 2000 par exemple, des écolières au Niger issues des populations de langue hausa ayant une relation controversée avec les campagnes de vaccination, se sont échappées par les fenêtres de leur école fuyant les travailleurs de santé publique suite à une rumeur selon laquelle la vaccination contre la polio rendrait leurs filles stériles. En 2020, la désinformation sur la propagation du virus et la stigmatisation des filles et femmes qui l'avaient contracté au Burkina Faso ont constitué des défis pour leur bien-être, car elles ont été l'objet de victimisation, d'actes d'intimidation et de violence. Les rumeurs et autres informations inexactes ayant entouré le décès de l'honorable Rose Marie Compaoré, la deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale burkinabé en avril 2020 en sont la parfaite illustration.

La désinformation fondée sur le genre, qui vise à décourager la participation des femmes à la vie publique, a récemment fait l'objet d'une plus grande attention. Irène Khan, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a , en effet, indiqué qu'avec l'avènement des coups d'Etat dans les trois pays du Sahel central qui a vu arriver au pouvoir des militaires, hommes, jeunes et ouvertement contre l'occident et tournés vers une Russie prônant des valeurs sociales traditionnelles et propageant des théories masculinistes, une certaine frénésie anti-impérialiste semble avoir saisi les jeunes de la région qui n'hésitent pas à se servir publiquement des rhétoriques anticolonialistes pour accuser les individus ou organisations qui militent en faveur des droits des femmes de succomber aux « valeurs occidentales » opposées, selon eux, aux « modes de vie sahélienne ».

Combattre la désinformation, y compris celle à l'égard des femmes et des filles est donc aujourd'hui, un enjeu de stabilité, de sécurité pour des pays confrontés à des crises multiformes et à toutes sortes de propagandes, de discours haineux et de manipulations de populations déjà traumatisées.

3. Des initiatives voient le jour mais les défis restent majeurs

Conscient de la désinformation qui sévit et de nombreux obstacles qui se dressent sur la voie de l'égalité de genres dans cette région du monde, Canal France Internationale,

grâce au financement de l'Agence Française de Développement (AFD) a lancé en 2022, *MédiaSahel pour Elles*, une initiative qui contribue, par l'intermédiaire des médias et grâce à l'implication d'organisations de la société civile, à renforcer la position des femmes en tant qu'actrices du changement et de la cohésion sociale. Avec un budget de Budget 1,7 M€ et mis en œuvre au Burkina Faso, au Niger et au Mali, l'initiative est destinée aux 36 radios partenaires du projet (responsables, journalistes, personnel technique et administratif), principalement des femmes ; actives en matière d'autonomisation des femmes et engagées dans leurs communautés. Selon son rapport d'activité de 2022, entre mars et juin 2022, 108 journalistes et personnels techniques de 36 radios partenaires ont bénéficié d'une formation à l'animation et à la réalisation d'émissions sur les questions de genre. À côté de cette initiative qui promeut l'égalité de genre, Canal France Internationale a également, et ce depuis 2020, formé des journalistes africain.es au *fact-checking*, à travers ses projets *Désinfox Afrique* pour former des journalistes au *fact-checking* et les accompagner dans la production de contenus de déconstruction de fausses informations au Niger, au Burkina Faso et au Mali. Ces différentes initiatives bien qu'ayant des objectifs qui vont dans le sens de la lutte contre la désinformation générée avec des résultats assez encourageants présentent toutefois quelques limites et difficultés.

Le premier constat est que l'initiative *MédiaSahel pour Elles*, malgré sa prégnante dimension genre n'est particulièrement pas vouée à la lutte contre la désinformation basée sur le genre tout comme les dispositifs de *fact-checking* *Désinfox Afrique*, *Désinfox Niger*, entre autres, qui demeurent des mécanismes de lutte contre la désinformation de manière générale et pas de la désinformation générée en particulier. Cette remarque peut être aussi faite concernant les autres initiatives de vérification d'informations, notamment *Fasocheck* au Burkina Faso, porté par des journalistes et des blogueurs burkinabè, formés par la Deutsche Welle Akademie, qui se veut une plateforme de production et de diffusion d'informations de qualité, produite sur la base de faits rigoureusement vérifiés, *Malicheck* qui se revendique comme l'un des premiers projets de lutte contre la désinformation au Mali, *SahelCheck* qui s'intéresse à la vérification de l'information et à la formation des acteurs des médias du Sahel sur le *factchecking* et *Nigerfocus*, un site d'informations sur le Niger et dont le credo est de mettre en ligne des informations crédibles, vérifiées et vérifiables. Ainsi, sans une perspective ou sensibilité genre, ces plateformes numériques ne pourront pas efficacement prévenir et combattre la désinformation à l'égard des femmes et filles. De plus comme, l'explique si bien Isidor Bouda, ces plateformes numériques n'arrivent pas à toucher toutes les couches sociales car destinées davantage aux personnes lettrées. Or, les femmes et les filles surtout dans les zones rurales, sont caractérisées par un niveau d'alphabétisation qui reste très bas dans la région.

Par contre, des projets en cours, même s'ils restent aussi multidimensionnels, affichent néanmoins des objectifs assez précis en ce qui concerne la prévention et la lutte contre la désinformation basée sur le genre. Nous pouvons citer ici : le « Projet d'appui à l'information pour la cohésion sociale et le bien-être des populations au Sahel (PAIS) » lancé par *Search for Common Ground* depuis quelques mois et qui vise l'amélioration de la cohésion sociale parmi les populations cibles au Mali, au Niger et

au Burkina Faso, grâce à un meilleur accès aux informations crédibles et factuelles et le « Projet Désinformation, désinformation et malinformation (MDM) dans la région du Sahel » que développe l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) depuis le début de l'année 2023 et qui cherche, par une approche régionale et inclusive, à lutter contre toutes les formes de désinformation dans la région du Sahel y compris celle orientée vers les femmes et les filles.

La particularité de ces deux initiatives est non seulement fondée sur leur finalité qui fait de la désinformation générée un de leurs objectifs principaux et de la promotion de la paix un objectif significatif dans une région marquée par de conflits, mais aussi et surtout sur leur singulière approche qui mobilise, au travers des formations, des partenariats et diverses collaborations, les acteurs de la société civile, les professionnels de média, les influenceurs, les leaders communautaires (religieux et traditionnels) et les autorités administratives pour ensemble faire face à la menace que constitue la désinformation générée. Les appels à propositions lancés, récemment, par les organisateurs initiateurs de ces différents projets confirme l'adoption de cette démarche régionale qui se veut inclusive. Toutefois, étant en cours d'exécution et n'ayant pas encore produit des résultats, ces deux projets, bien que promoteurs, ne peuvent, à ce stade, être érigés en modèle de réussite.

Dans la même logique mais avec une approche plus axée sur les communautés locales, l'initiative « *Spotlight* » lancée en 2019 au Niger par l'UNFPA, l'agence des Nations Unies dédiée à la promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive, pour accroître et améliorer les systèmes d'informations sur la violence basée sur le genre, mérite tout aussi notre attention. En effet, ce programme cherche à éliminer toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, y compris les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants, précoces ou forcés, la désinformation générée en mettant en place un dispositif pour les documenter afin de mieux les combattre. Pour y arriver, l'UNFPA a décidé de miser dans un premier temps sur la mobilisation d'acteurs stratégiques tels que les chefs traditionnels, la gendarmerie, la police et la justice pour une meilleure prise en charge des survivantes de violences, la collecte et le traitement des données, ainsi que la mise en place d'une base de données sur les violences basées sur le genre. En deux ans, une cartographie des services essentiels de violence basée sur le genre a permis non seulement de répertorier les acteurs intervenant dans les domaines de VBG, mais aussi de procéder à une évaluation de base des services disponibles pour la prévention et la réponse aux VBG dans les régions du Niger. Les résultats du projet sont certes encourageants mais sans collaboration avec les médias traditionnels ou les plateformes numériques spécialisées dans le *fact-checking*, on peut bien s'interroger sur la capacité du projet à cartographier, à documenter et à lutter dans la durée efficacement contre les violences sexistes, notamment celles perpétrées en ligne.

4. Recommandations en guise de conclusion

Il ressort de ce qui précède que s'il existe des initiatives, celles-ci sont vouées pour la plupart, à la prévention et à la lutte contre la désinformation de manière générale. Des dispositifs spécifiques consacrés au combat contre la désinformation générée restent

très rare, sinon inexistant. Par ailleurs, à l'issue de notre analyse, on peut noter que la majorité des initiatives recensées ont été effectuées mises en place par des organismes de coopération. C'est le cas de *MédiaSahel pour Elles* et *DésinfoSahel* financées par l'AFD et pilotés par Canal France International. C'est aussi le cas du « Projet Mésinformation, désinformation et malinformation (MDM) dans la région du Sahel », une initiative développée par l'USAID ou des plateformes *Fasocheck* et *Malicheck*, financées par la Deutsche Welle Akademie, organisme spécialisé de la coopération allemande dans le développement des médias. Cette situation rend les partenaires locaux vulnérables et dépendants des ressources extérieures. Ce qui a souvent des conséquences majeures sur leurs activités. En 2022 par exemple, suite à la suspension des financements français au Mali, des initiatives comme *MediaSahel pour elles* ou *DesinfoSahel*, ont vu leurs activités s'arrêter. C'est l'occasion ici d'attirer l'attention sur la nécessité d'encourager des projets initiés et financés par des acteurs locaux qu'ils soient privés ou publics pour éviter de tels scénarios dans le futur.

Aussi, on retiendra à la suite de notre réflexion que pour mieux faire face à la désinformation basée sur le genre, il serait essentiel d'encourager les collaborations et les partenariats entre les structures spécialisées dans la vérification d'informations et ceux qui font dans l'humanitaire et /ou le développement. Des mécanismes ou dispositifs issus de ces collaborations permettraient de mutualiser les compétences, de les rendre plus complètes pour des probants résultats. Les organisations spécialisées dans la promotion de l'égalité de genres pourraient apporter des idées et contenu avec une forte sensibilité et une bonne perspective genre, et les media classiques ou plateformes numériques pourraient proposer des techniques et stratégies nécessaires en matière de communication pour aider à identifier, à documenter et à combattre la désinformation sexiste. De telles collaborations, dans une région en proie aux crises sécuritaire et humanitaire comme celle du Sahel, devraient avoir pour finalité l'instauration, d'une culture de la paix, du vivre ensemble et de la confiance mutuelle entre les communautés, entre les sexes, entre les générations et entre les citoyens et les institutions. En contexte de fragilité et de conflits, le nexus information, genre et paix pourrait bien être un socle idéal sur lequel devraient se concevoir et se développer les différentes initiatives pour efficacement prévenir et lutter contre la désinformation à l'égard des femmes et des filles.

Bibliographie :

Barbara M. Cooper, « De quoi la crise démographique au Sahel est-elle le nom? », *Politique africaine*, N° 130, 2013/2, p 69 – 88

Burkina 24, « [Affaire Rose Marie Compaoré : Le ministre de la santé accuse ses collaborateurs de l'avoir « fait mentir](#) » 28 Avril 2020, [consulté le 4 Octobre 2023].

Burkina 24, « [COVID-19 au Burkina Faso : Les révélations de la famille de feu Député Rose Marie Compaoré](#) ». 27 Avril 2020, [consulté le 4 Octobre 2023].

C. Y. Hein, « Rapport sur la cartographie des filles et des femmes en situation d'éducation d'urgence au Burkina Faso ». Equal Measures 2030, 2021.

Groupe de la Banque mondiale, « [L'impact de la pandémie de COVID-19 sur le financement de l'éducation](#) ». [En ligne], Groupe de la Banque mondiale, 2020, [consulté le 2 Octobre 2023]

Irène Khan, « Désinformation et liberté d'opinion et d'expression », Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Conseil des droits de l'homme, Août 2023.

Isidor Bouda, « [Réfléchir avec les communautés pour vaincre la désinformation au Sahel](#) » [En ligne]. Odil, [consulté le 6 Octobre 2023].

Lassane Ouedrogo, « Mali's Fake News Ecosystem. An overview ». Centre pour la démocratie et le développement, février 2022.

S. Rasmussen, « Female Sexuality, Social Reproduction, and the Politics of Medical Intervention in Niger: Kel Ewey Tuareg Perspectives », Culture, Medicine and Psychiatry, vol 18, n° 4, 1994, p. 433-462.

Sampala Balima, « L'écosystème des fausses nouvelles au Burkina Faso. Une vue d'ensemble », Centre pour la démocratie et le développement, mars 2022.

UNESCO, [Rapport mondial de suivi de l'éducation : Rapport sur l'égalité des genres – Bâtir des ponts pour promouvoir l'égalité des genres.](#) » [En ligne], UNESCO, 2019, [consulté le 2 Octobre 2023].

UNFPA, « [Offensive contre la violence basée sur le genre. Initiative Spotlight](#) », [En ligne], UNDP, UNFPA, UNWOMEN [consulté le 11 Octobre 2023].